

LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.

N^o. LXIII.

Du Mardi 25 Août 1789.

Séance du Dimanche au soir.

ENFIN, l'affaire du parlement de Normandie a été terminée par un arrêté dont nous allons insérer ici les dispositions. Une foule de projets avoient été remis sur le bureau, & chacun avoit défendu sa rédaction dans le cours des débats qui ont occupé l'assemblée depuis huit heures jusqu'à dix ; les uns desiroient la nullité de la procédure, quelques autres vouloient que le procureur du roi de Falaise fut mis sous la sauve-garde de l'assemblée ; M. de Frondeville faisoit des observations, mais elles n'ont pas eu de succès.

On est allé aux voix sur l'arrêté suivant, qui a été adopté par une très-grande majorité. Il est conçu en ces termes :

« L'assemblée nationale persistant dans son arrêté, du 23 juin, déclare qu'aucun citoyen ne peut être inquiété à raison des opinions ou projets par lui présentés, des abus par lui dénoncés, soit dans les assemblées élémentaires, soit dans son sein ; déclare la procédure, instruite par le parlement de Rouen contre le procureur du roi de Falaise,

Tome II,

Z

nulle & attentatoire à la liberté nationale ; sur le surplus des demandes du procureur du roi , le renvoye à se pourvoir où , ainsi & pardevant qui il appartiendra. »

Séance d'hier.

M. le président a ouvert la séance à onze heures, en priant l'assemblée de l'excuser sur son retard occasionné par la fatigue excessive des deux séances de la veille.

Après que M. Hébrard a eu rapporté les pouvoirs vérifiés du suppléant de M. l'évêque de Tournai , & des députés du diocèse de Léon en Bretagne, un des secrétaires a fait mention de quelques adresses d'adhésion & de reconnoissance , parmi lesquelles étoient celles de Saint-Paul-Trois-Châteaux & de Montélimar.

M. Peirisse Duluc & M. Bergasse, la Girouille, ont fait deux motions tendantes au même but, c'est-à-dire à ce qu'il fût statué que dix membres seroient entendus pour & contre sur chaque sous-amendement, amendement & motion, avant de pouvoir demander à l'assemblée si la matière étoit assez éclaircie.

Toutes les idées réglementaires ne pouvoient que troubler l'ordre du jour, & éloigner le travail essentiel que l'assemblée s'étoit imposé ; il est impossible d'ailleurs de graduer ainsi la discussion des objets qui y sont soumis. Aussi M. Broffart a demandé le rejet de toutes les motions qui ne tendoient pas à la constitution. M. Madier a pensé qu'il n'y avoit lieu à délibérer : « Cette motion est dangereuse, disoit-il, si elle passoit il n'y auroit plus de liberté dans l'assemblée ; on formeroit sans cesse des amendemens arbitraires, & en faisant parler dix personnes sur chacune, la discussion seroit interminable. » M. Lapoule a appuyé cette opinion ; sur quoi M. le président, auquel on ne sauroit donner assez d'éloges pour les formes régulières, nobles & énergiques, avec lesquelles il présente les objets à la délibération, a montré l'insuffisance du règlement sur ce point,

& la nécessité de se conformer rigoureusement au mode établi de délibérer & de discuter.

On est allé aux voix & l'on a déclaré n'y avoir lieu de prononcer.

Pour reprendre la discussion du projet du sixième bureau , on a lu l'article XIX , qui porte :

« La libre communication des pensées étant un droit du citoyen , elle ne doit être restreinte qu'autant qu'elle nuit au droits d'autrui ».

Cet article présentoit une rédaction aussi vague que dangereuse. On ne devoit jamais perdre de vue que dans une déclaration des droits , il faut publier les grandes maximes & constater les droits naturels dans toute leur pureté & leur énergie ; c'est ensuite à la constitution & aux loix à adapter cette liberté aux principes & à la nature du gouvernement , quand un corps législatif forme ce premier acte qui doit précéder tous les codes , il travaille pour tous les climats , pour tous les siècles , pour les gouvernemens , & cet acte important ne doit jamais se ressentir ni des circonstances dans lesquelles il a été fait , ni d'aucunes de ces influences funestes , qui altèrent presque tous les établissemens politiques ; ce seroit , en effet , dénaturer une déclaration des droits , de la surcharger de ces modifications destructives , de ces idées secondaires qui affoiblissent le principe ; de ces précautions serviles qui atténuent les droits les plus sacrés , & de ces prohibitions qui ne laissent plus de la liberté que le nom.

Ces idées ne sont pas déplacées à la tête d'un article aussi important que celui qui doit assurer la liberté de la presse , dans un pays où le contrat social , ainsi que toutes les vérités utiles , ont été prosrites à leur naissance par des réglemens tyranniques.

Les débats se sont ouverts , & M. le duc de Lévis , après avoir fait sentir , avec beaucoup de justice , quelques vices de rédaction qu'il a cru appercevoir dans les articles précédens , en a proposé une nouvelle.

M. le duc de la Rochefoucault en a présenté une autre, qui a paru convenir à l'assemblée. M. Rabaud de Saint-Etienne & M. de Saint-Fargeau ont appuyé sa motion.

M. Aufon donnoit une autre forme à la rédaction de l'article XIX. MM. Target & Barrère de Vieusac, en présentoient une qui rentroit dans celle de M. le duc de la Rochefoucault, à la différence près que celle de ce dernier annonçoit positivement la liberté de la presse, comme nécessaire à la liberté publique.

M. Robert-Pierre se rapprochoit beaucoup plus de l'énergie & de la pureté du principe, en proposant un article conforme à l'esprit qui a dicté les constitutions de l'Amérique. « Vous ne devez pas balancer, disoit-il, de déclarer franchement la liberté de la presse. Il n'est jamais permis à des hommes libres de prononcer leurs droits d'une manière ambiguë : toute modification doit être renvoyée dans la constitution. Le despotisme seul a imaginé des restrictions ; c'est ainsi qu'il est parvenu à atténuer tous les droits. . . . Il n'y a pas de tyran sur la terre qui ne signât un article aussi modifié que celui qu'on vous propose. »

Ces principes étoient ceux qui sembloient convenir à une déclaration des droits : la liberté de la presse est une partie inséparable de celle de communiquer ses pensées. L'arbre de la liberté politique ne croît & ne prospère que par l'heureuse influence de la liberté d'imprimer. M. d'André pensoit cependant que la motion de M. le duc de la Rochefoucault étoit une déclaration suffisante de ce droit.

Un curé du bailliage de Metz, présentoit son cahier pour que tous les ouvrages fussent mis à la censure. On alloit délibérer, lorsque M. l'évêque d'Amiens a demandé la parole, & l'on a cru devoir faire une exception au règlement, pour entendre ce vénérable prélat. « Je satisfais à ma conscience qui me presse, a-t-il dit, ainsi qu'au mandat que j'ai reçu ; il y a du danger pour la religion & les bonnes mœurs dans la liberté indéfinie de la presse : com-

bien la religion n'a-t-elle pas souffert des attaques que la licence des écrits lui a portées : combien le repos de la société n'a-t-il pas été compromis ? Combien de pères de famille peuvent être alarmés pour leurs enfans des mauvais principes de certains ouvrages !.... M. l'évêque d'Amiens a terminé, en proposant un amendement pour la conservation des mœurs & l'intégrité de la foi.

On est allé d'abord aux voix, sur la rédaction du sixième bureau, qui a été rejetée ; d'après le vœu d'une grande partie de l'assemblée, on a mis à l'opinion la rédaction de M. le duc de la Rochefoucault ; & après avoir discuté & rejeté quelques légers amendemens, on a adopté presque unanimement l'article suivant.

A R T. X I.

« La libre communication des pensées & des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme. Tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté, dans les cas déterminés par la loi. »

M. Target a proposé de placer à la suite de cet article, un autre article qui déclarât l'inviolabilité du secret des lettres ; mais la sévérité du règlement n'a pas permis d'intervertir l'ordre de la discussion ; on a lu l'article XX du sixième bureau.

M. le marquis de Gouvi en a proposé un qui renfermoit seul les articles XX, XXI, XXII & XXIII, relatifs à la propriété & à l'entretien de la force publique, sans laquelle la loi est sans vigueur & la propriété sans appui.

MM. Malouet, Robert-Pierre, le prince de Broglie, Target, de Marguerites, Redon, Bouche, de la Borde, de Virieux, Vernières, Biosat, Pison du Galant, Fermond Mounier & Dupont, ont proposé divers projets de rédaction qui comprenoient plus ou moins d'articles : d'autres en desiroient qui fussent pris dans la déclaration de M.

l'abbé Syëes ; M. Chapelier attaquoit quelques-unes de ces rédactions, en ce qu'on n'y établissoit pas avec assez de précision la responsabilité des agens publics, & l'impossibilité d'abuser de la force publique contre les citoyens.

M. l'archevêque d'Aix demandoit qu'on s'occupât dans la déclaration des droits de la puissance respective des citoyens, du droit d'influer sur le gouvernement, droit qui fait une partie essentielle de ceux du citoyen. « Il faut, disoit-il, que tous les citoyens participent également à l'établissement & au maintien de la puissance publique. C'est sur ces principes que furent établis les états-généraux, composés des représentans de tous les citoyens ; & ce principe ne peut être contesté dans une monarchie fondée sur les loix. Un homme ne commande aux autres que par l'emprunt & l'emploi de leur puissance. C'est la puissance réunie des citoyens qui rend un citoyen plus puissant que les autres. Ainsi les droits politiques communs à tous les citoyens sont indestructibles comme leurs droits naturels & civils. Un citoyen ne peut pas plus perdre la puissance qui lui appartient que la liberté. . . . »

Cette multitude de rédaction ne pouvoit qu'embarrasser l'assemblée dans le choix qu'elle devoit faire. M. Madier & M. de Lally ont mis un terme à cette indécision, en observant que le seul défaut de l'article XX, étoit d'avoir été rédigé par le sixième bureau ; cette remarque inattendue a ramené aux opinions, & l'assemblée a adopté unanimement l'article XX. C'est le premier des vingt-quatre articles du projet de déclaration qui ait été conservé, & il le méritoit par sa simplicité & sa précision ; le voici :

A R T. XII.

« La garantie des droits de l'homme & du citoyen nécessite une force publique ; cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, & non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée. »

M. le président a annoncé pour demain la discussion des

trois derniers articles de la déclaration des droits ; Il a annoncé ensuite une députation de la garde bourgeoise de Versailles, qui desiroit de présenter à l'assemblée le plan d'une souscription patriotique, qui doit être présenté aujourd'hui à sa Majesté sous le nom de *bouquet du roi* ; cette souscription a pour objet d'aller au-devant des secours dont l'état a le plus pressant besoin, ainsi que les peuples malheureux, sans aucun emprunt, mais volontairement & par une contribution pécuniaire de tous les citoyens aisés de différens ordres. Un des membres de la noblesse de la prévôté & vicomté de Paris, jouissant de vingt-six mille livres de revenu, a ouvert le premier la souscription en y portant le revenu d'une année. Ce bon citoyen, dont le patriotisme & la générosité devroient consacrer le nom, a voulu cependant être inconnu.

La députation de Versailles a été reçue avec de vifs applaudissemens ; l'assemblée a fait exception en sa faveur au décret qui ne permettoit pas de recevoir des députations ; c'est ce que M. le président a exprimé avec beaucoup de dignité, en assurant à la députation de Versailles que l'assemblée recevoit avec autant de satisfaction que de sensibilité l'arrêté patriotique de la garde bourgeoise.

Aujourd'hui point de séance.

E R R A T A.

Page 192, ligne 30, n° 61, lisez *criminelle*, au lieu de *préliminaire*.

Même page, ligne 34, lisez *source*, au lieu de *ressource*.

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs, dont l'abonnement finit au soixantième numéro, sont priés de renouveler, & de rapporter le numéro de leur souscription, à Paris, chez C U S S A C, libraire, au Palais-Royal, n° 7 & 8, & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 sous, franc de port, dans tout le royaume ; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne feroient pas reçues.

HOTEL-DE-VILLE DE PARIS.

COMITÉ PROVISOIRE.

Permis à la Poste de faire passer dans la province le journal intitulé : *Point du Jour*, à la charge que les exemplaires porteront le nom de l'Imprimeur. A Paris, ce 27 juillet 1789. Signés PITRA, BOURRÉE DE CORBÉRON, LEVACHER DE LA TERRINIÈRE.

De l'imprimerie de BALLARD, Imprimeur du Roi,
rue des Mathurins.